



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## étudiants

Question écrite n° 110828

### Texte de la question

M. Kléber Mesquida souhaite attirer l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la mise en place des centres pour les études en France (CEF) dans les ambassades et consulats français à l'étranger. En effet, il semblerait que les étrangers désirant venir en France étudier notre langue pour une période de plus de trois mois auraient la possibilité d'obtenir un visa uniquement s'ils peuvent justifier d'une inscription postérieure dans une université française. Or beaucoup de personnes étrangères, ayant en projet l'apprentissage du français, n'ont pas nécessairement la volonté d'entreprendre un cursus universitaire. Aussi, il lui demande quelle mesure il compte prendre pour remédier à cet état de fait, qui aura de graves conséquences sur la diffusion de la langue française et pour les écoles de français langue étrangère (FLE) qui risquent de devoir renoncer à exercer leur activité.

### Texte de la réponse

Le ministère des affaires étrangères est pleinement conscient des difficultés rencontrées par des étudiants étrangers désireux de se rendre en France pour un séjour d'études de Français langue étrangère (FLE). Celles-ci ne sont en rien imputables à la mise en place des centres pour les études en France (CEF), même si, dans les pays où ces centres ont été installés, on a pu noter une certaine concomitance. Ces difficultés sont en effet à relever également dans des pays où les CEF n'ont pas encore été installés. Elles sont davantage le résultat de l'absence de doctrine précise donnée aux postes consulaires sur la conduite à tenir à l'égard des séjours pour l'apprentissage du français langue étrangère. Cette situation vient de prendre fin. Des instructions ont été adressées à nos consulats. Elles vont dans le sens d'une large bienveillance à l'égard de ces demandes. Cette attitude est pleinement cohérente avec la volonté de ce ministère de renforcer par tous les moyens possibles l'apprentissage de notre langue dans le monde, comme en témoigne le plan de relance pour le français adopté au printemps 2006. Le principe des directives adressées aux postes est de traiter de manière favorable toutes les demandes de séjour de plus de trois mois de FLE liées à un projet d'études ou de formation professionnelle, dès lors que ces projets semblent sérieux et que rien, dans l'attitude du demandeur, ne peut laisser suspecter une intention de contournement des dispositions sur l'immigration. Dans les autres cas, toute demande de séjour, et en particulier de demande ne débouchant pas sur l'obtention d'un titre de séjour, sera étudiée favorablement par les consulats, dès lors que les conditions habituelles sont remplies et que la situation du demandeur ne peut laisser suspecter d'intention frauduleuse ou de détournement de procédure. Dans tous les cas, la réalité de l'inscription dans un établissement sera vérifiée. Par ailleurs, dans le cadre du système de labellisation des centres de FLE qui se met progressivement en place sur une base volontaire, il sera proposé aux centres labellisés d'adhérer au réseau des CEF, ce qui permettra de traiter en ligne les demandes et d'accélérer la délivrance des visas.

### Données clés

**Auteur :** [M. Kléber Mesquida](#)

**Circonscription :** Hérault (5<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 110828

**Rubrique :** Enseignement supérieur

**Ministère interrogé :** affaires étrangères

**Ministère attributaire :** affaires étrangères

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le :** 21 novembre 2006, page 12031

**Réponse publiée le :** 20 février 2007, page 1760